



Le 29 février,

avec les salariés de toute l'Europe, **agissons !**

La

CGT, ses organisations professionnelles et territoriales appellent tous les salariés à se mobiliser dans l'unité syndicale la plus large, à décider de la grève sur les lieux de travail et à participer aux manifestations interprofessionnelles qui sont organisées sur tout le

territoire dans le cadre de la journée européenne de mobilisation à l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES) le 29 février 2012. Cette journée fait également l'objet d'un appel unitaire à la mobilisation CGT CFDT FSU UNSA Solidaires.

Face à une situation économique et sociale qui se dégrade et avec le durcissement de l'austérité comme seule réponse de la part des dirigeants européens, la CES, qui s'occupe au nouveau projet de traité européen, appelle à cette journée d'action, à la veille du Conseil européen. Les syndicats se mobiliseront partout en Europe pour que le travail et la justice sociale soient au centre des priorités politiques.

Après la réforme des retraites de 2010, les deux plans d'austérité de 2011, Nicolas Sarkozy aggrave la situation en voulant augmenter la TVA, l'impôt le plus inégalitaire, diminuant encore le pouvoir d'achat pour le plus grand nombre de salariés. La protection sociale serait une nouvelle fois fragilisée.

Les plans de rigueurs successifs décidés par le gouvernement ne sont ni justes, ni efficaces. Pour l'essentiel, cette rigueur sociale impose à l'ensemble des salariés, et donc aux agents de la Fonction publique de payer une crise dont ils ne sont pas responsables. Quelle réforme, ces dernières années a été positive au sens social du terme ?

Conformément à cette approche comptable, libérale, dont l'objectif principal consiste à réduire les dépenses, le gouvernement a mis en place la RGPP, la loi Hôpital, Patients, Santé, Territoire et la Réforme des collectivités territoriales qui participent à la dégradation de la qualité des services.

La CGT Fonction publique condamne et combat ces réformes successives qui mettent à mal la Fonction publique avec les nombreuses régressions qu'elles entraînent pour les usagers et les agents publics :

- ◆ Le non remplacement d'un départ sur deux à la retraite et la suppression de plus de 200 000 emplois.
- ◆ Le gel du point d'indice depuis 2 ans et la perte sans précédent de pouvoir d'achat.
- ◆ L'écrasement de la grille indiciaire et des carrières et la non reconnaissance des qualifications.
- ◆ La dégradation des conditions de travail.
- ◆ La hausse des cotisations retraite.
- ◆ La taxe sur les complémentaires.
- ◆ L'instauration d'un jour de carence pour les fonctionnaires, mesure totalement injuste et qui, de surcroît, ne réduira pas le déficit de la Sécurité sociale.
- ◆ Le développement de la précarité avec le recours à des contrats atypiques.

Les exigences de la CGT :

- ◆ Salaire minimum mensuel à 1700 euros bruts.
- ◆ Pour 2012, augmentation de la valeur du point au moins égale à l'inflation.
- ◆ Rattrapage des pertes intervenues au cours des années antérieures.
- ◆ Refonte de la grille indiciaire avec une meilleure reconnaissance des qualifications.
- ◆ Amplitude de carrière minimale de 1 à 2, garantie à tous, pour une carrière complète.
- ◆ Intégration des primes ayant un caractère de complément salarial dans le traitement brut.
- ◆ Ré-indexation des pensions sur les salaires.
- ◆ Arrêt immédiat des suppressions d'emplois et création partout où c'est nécessaire.
- ◆ Mise en place du Statut unifié des fonctionnaires.
- ◆ Résorption de la précarité et titularisation massive des non titulaires.

Il n'y a pas de fatalité. Pour la CGT, la relance économique ne sera possible que par l'augmentation des salaires et des emplois stables dans le privé et le public. La CGT prend ses responsabilités, comme le font partout en Europe les syndicats qui organisent la mobilisation des salariés pour construire une Europe sociale et solidaire, à l'opposé des compromis des chefs d'État à Bruxelles qui favorisent les replis nationalistes, la division et l'exclusion.

Le 29 février, par la grève et dans les manifestations, agissons !

Montreuil, le 15 février 2012

